

## Rentrée 2018 : l'heure de la riposte !



Malgré son image écornée par « l'affaire Benalla » et sa politique antisociale, le gouvernement n'entend pas mettre un frein à ses réformes. Au regard du menu concocté par nos dirigeant·es, la rentrée ne laissera guère de répit aux salarié·es ! Si le plat de résistance risque d'être la réforme des retraites dont on connaît désormais les principaux contours (une introduction du régime par points remettant en cause toute l'histoire de la protection sociale créée après-guerre), la Fonction publique et les services publics sont aussi dans la ligne de mire. Le Comité 2022 préconise une baisse des dépenses, à moyen terme, d'une « trentaine de milliards d'euros ». À charge pour chaque ministère de contribuer à cet objectif à travers trois axes : coupes dans les effectifs, « assouplissement » du statut de la Fonction publique et accroissement du personnel précaire.

Le ministre de l'Éducation nationale a, dans ce cadre-là, déjà fait preuve d'un zèle exemplaire si l'on en croit les annonces de juillet. En effet, en plus des trois axes, le ministre vise aussi d'autres objectifs avec un menu très copieux : profilage de postes, création d'une agence d'évaluation, fusion d'académies pour être en adéquation avec les régions.

Les récentes annonces du ministre de supprimer 2600 postes sur le budget 2019 dans le secondaire et de l'augmentation des heures supplémentaires dégraderont encore le service public d'éducation. **Pour les non-titulaires, cela peut entraîner licenciements et non-renouvellements de contrat et inévitablement une nouvelle dégradation des conditions d'emploi et de travail.**

Après le 27 septembre contre la réforme de l'enseignement professionnel, le 9 octobre dans toute la fonction publique, la CGT appelle à être en grève pour exiger et gagner le développement des services publics, l'arrêt des réformes régressives et la fin de la précarité.